

# « Le virus est entré plus par

La dernière session de la Chambre d'agriculture, le 5 mars au château de Mons, a été l'occasion d'évoquer l'influenza aviaire. Avec, notamment, l'intervention du professeur Jean-Luc Guérin.

Bernard Malabirade, président de la Chambre d'agriculture, avait inscrit, à l'ordre du jour de la dernière session de celle-ci, un débat sur l'influenza aviaire. Avec comme invité de marque, pour évoquer ce sujet, Jean-Luc Guérin, professeur à l'école nationale vétérinaire de Toulouse, chercheur spécialiste en pathologie aviaire.

En pointant que « nous n'avons pas eu, ou très peu, de contamination sauvage », Bernard Malabirade a immédiatement lancé le débat : « nous avons donc des questions à nous poser sur nos pratiques, des questions à nous poser sur les dérogations. Ces questions nous devons les poser pour chaque filière afin d'enrayer l'incendie. » Avant d'inviter les participants à « des échanges sans tabou et dans le respect ».

Jean-Luc Guérin a rapporté que « dès le mois d'août les services de l'Etat ont mis en place les systèmes d'alerte, un système qui fonctionne. » Et le professeur d'insister sur le fait que « nous sommes les seuls en Europe à ne pas maîtriser le virus. Il faut donc nous interroger sur nos pratiques. »

Pour Jean-Luc Guérin, « le virus est plutôt rentré par la porte que par la fenêtre, nous nous sommes fourvoyés sur la contagiosité du virus, une seule erreur basique peut être à l'origine de la contagion. » Le professeur toulousain observe que « le risque biologique est plus élevé qu'il y a 4 ans », avec un « virus extrêmement contagieux ». Des études sont en cours, elle révèle, selon Jean-Luc Guérin, « un virus extrêmement virulent ».

Pour lui, même en présence de décisions rapides, « un élevage avicole n'est jamais totalement autarcique. Compte tenu de la haute contagiosité, une moindre poussière peut être un vecteur de transmission. » Le chercheur précise que « nous sommes capables à l'heure actuelle de faire un état des lieux des risques, un travail de modélisation en collaboration avec l'ANSES. »

Quant aux mesures générales de biosécurité, elles ont aussi « une valeur générique, elles

protègent également d'autres maladies. » Le vaccin « ne peut fonctionner que dans un cadre de mesures de biosécurité. » Le professeur Guérin lâche un point de vue qu'il qualifie lui-même de « purement technique » : « il faut que les producteurs gèrent les choses en collectifs. »

Stéphane Guillot (DDSCpp) a fait un point sur la situation dans le Gers, à la date du 4 mars, avec 63 foyers et pas de suspicion. 87 élevages ont été dépeuplés alors que débute un travail de « levée de zone ».

Benjamin Constant, pour le Cifog et en tant que président national Foie gras, a évoqué la base de données avicoles, « un nouvel outil que nous n'avions pas lors de la précédente crise, qui permet une meilleure gestion et beaucoup plus de réactivité. »

**« Le vaccin ne sera pas le cache misère, il devra toujours s'accompagner de la biosécurité »**

Le débat, après une introduction par Sylvie Robin qui insistait sur les inquiétudes des éleveurs, a permis à de nombreux participants d'échanger. Ainsi Philippe Marson (délices d'Auzan) n'a pas caché les difficultés conjoncturelles de sa société, avec une baisse d'intensité. Et le représentant de l'unité de Castelnau d'Auzan, d'interroger sur « les échéances d'un redémarrage dans des conditions de sécurité. » Jacques Candelon a rappelé « les difficultés liées aux coûts des canards claustrés », avant d'en appeler à « un retour d'information aux organismes bancaires afin qu'ils jouent un rôle d'accompagnement. » Delphin Guillaumet, quant à lui, rappelle les difficultés rencontrées par Vivadour, coopérative qui a recentré 85 % de sa production dans le Gers et qui craint de perdre des parts de marchés en volailles de chair.

Pour Sylvie Colas (Confédération paysanne) : « les crises sont liées à la pression du marché, les animaux sont performants



Pour animer le débat : Francis Villemur, Sylvie Robin, Stéphane Guillot et Jean-Luc Guérin.

mais fragiles. Il faut désintensifier la filière ». Jean-Pierre Brazzalotto, qui a subi de plein fouet le dépeuplement préventif de son élevage d'oe de la Ferme des Grisettes, a souhaité dans un premier temps remercier les services vétérinaires pour leur humanité dans cette situation tout en faisant part de sa profonde inquiétude quand viendra le temps de la remise en place ...

« Les producteurs se demandent ce qu'il faut faire alors qu'ils travaillent en autarcie, a lancé Pierre Peres (conservateur à la ferme). Que vont devenir les petits gavageurs qui alimentent les marchés aux gras ? C'est aussi notre image de marque, » assure-t-il. Avant de poser la question de l'indemnisation et de défendre la situation « problématique pour les structures qui font tout de A à Z. »

Didier Villate, vétérinaire à Samatan, en charge du marché au gras, est revenu lui aussi sur « la mise en danger de ce qui est l'image de marque de notre département. » Xavier Duffau, président des JA, « a fait part des nombreuses remontées de terrain qu'il a observées », « il faudra être à l'écoute des différentes problématiques », assure-t-il.

Christian Cardona, président de la FDSEA, le dit fort : « certaines personnes veulent faire

le buzz ... nous devons prendre en compte les données scientifiques. » Pour lui, « il nous faudra peut-être 70 % d'aide PCAE plutôt que 40 % pour permettre les mise aux normes. »

Du côté de la Coordination rurale (Francis Laffont) « on prône la vaccination » et ne cache pas « les problèmes financiers pour faire des hangars pour claustrer. » Jean-Pierre Lamothe lance lui la question de « la vaccination et l'exportation. » et Pierre Senac renchérit avec l'idée d'une solution médicamenteuse pour freiner le virus. Pour Damien Lacomme (Maison Garbay), une des solutions pourrait se trouver auprès des vétérinaires de proximité, avec un appel plus systématique à leur profession, pour endiguer le virus.

Jean-Luc Guérin est revenu sur « le système autarcique », qu'il juge « pas idéal, même si plus protecteur. Ce que nous apprend ce virus c'est, qu'à l'évidence, il rentre par un trou d'aiguille. Un très faible niveau de collectivité a suffi à laisser entrer le virus. Le virus met la barre très haut. Le risque de la vaccination c'est qu'il n'empêche pas la circulation du virus. Ce n'est pas acceptable au niveau santé publique. Le vaccin ne sera pas le cache misère, il devra toujours s'accompagner de la biosécurité. Mais ce dossier est à l'étude par

les services du ministère sur sa faisabilité. Il n'y a pas de tabou mais c'est un sujet exigeant. »

« La résistance génétique des souches est moins intéressante, selon le chercheur. Ce n'est pas une protection totale. Des canards ne peuvent pas bloquer l'infection. Ce n'est pas une voie raisonnable. » Quant aux traqueurs, « c'est compliqué, le virus arrive de façon subite et on peut difficilement être prédictifs. Il y a une mécanique exponentielle, un emballement. Derrière la notion de mise à l'abri, on essaie de diminuer à l'échelle collective c'est le problème de la distanciation. »

« Nous préconisons la vaccination avec sérieux, a lâché Francis Laffont. Comment claustrer les animaux de manière efficace ? » « Derrière la notion de claustration c'est aussi une question de régulation de la densité, de plus cela ne vaut que dans une cohérence collective », a répondu Jean-Luc Guérin.

« Nous avons connu quatre crises avec les volailles festives, a témoigné Xavier Abadie. C'est une catastrophe pour les éleveurs mais les consommateurs se sont habitués. Quant à nous, nous sommes en train de préparer les fêtes de fin d'année dès à présent ». Faisant un parallèle avec le phylloxera et la disparation de la vigne dans l'Astarac et la mise en place de ferme en polyculture, il se demande s'il va « falloir se réinventer ».

En conclusion de ce débat sur l'influenza aviaire, Benjamin Constant s'est dit « surpris de la position des banques qui n'accompagnent pas les éleveurs. Cela doit être revu. Il y a déjà eu des efforts de fait dans la baisse de production. Les efforts à faire devront être accompagnés, comme la mise à l'abri. Trouver le bon compromis entre notre modèle plein air et le souci de la mise à l'abri. » Car pour lui, « l'exemple de l'ouest est à méditer. Il y a sûrement des éléments à reprendre pour travailler la densité, sécuriser la filière courte et les débouchés et construire le modèle résilient qui préservera notre image de marque. »

# la porte que par la fenêtre »

## Les interventions de Philippe Martin et de Xavier Brunetière

Pour introduire son propos, le Président du Conseil départemental Philippe Martin a regretté bien sûr l'absence du salon de l'agriculture. Il a assuré les éleveurs avicoles et leurs représentants du soutien de la collectivité, et a proposé que des solutions concrètes soient trouvées au travers du laboratoire départemental. Il a rappelé que sur le débat du repas végétarien dans les cantines scolaires, la doctrine du conseil départemental est de proscrire le menu végétarien exclusif avec toujours une alternative qui propose de la viande. Il s'est prononcé en faveur du « localisme »

car sur les 500 millions d'€ dépensés annuellement par les gersois pour leur alimentation, seuls 15 millions concernent des produits gersois. Philippe Martin apporte son soutien aux irrigants de l'Adour et approuve la décision d'Irrigadour de faire appel suite à la décision d'annulation de l'AUP.

Dans son propos, Xavir Brunetière, Préfet du Gers, a salué la qualité du travail entre les services de l'Etat et de la Chambre d'agriculture, en particulier sur le dossier Influenza aviaire. Il a bien entendu les demandes concernant les indemnités et s'est engagé à réunir au

plus vite les organismes bancaires pour un meilleur accompagnement des producteurs. Sur le dossier de l'eau, il a souligné l'importance du travail à venir du SAGE Neste dans un contexte de changement climatique et de baisse de 20 à 30 % des débits naturels des rivières.

Cette session était aussi l'occasion de saluer le départ à la retraite de Philippe Blachère, Directeur départemental des territoires et de rappeler son parcours professionnel démarré en 1983 et consacré entièrement à l'administration de l'agriculture, dans plusieurs départements du sud de la France.

## Les motions présentées à la session

FDSEA et JA du Gers ont présenté 3 motions lors de cette session.

Concernant la crise de l'Influenza aviaire, Francis Villemur a demandé que toutes les pertes soient indemnisées dans les meilleurs délais, qu'il s'agisse des abattements foyers, de dépeuplement, mais aussi celles en lien avec la non-production. La situation des élevages hors zone réglementée mais néanmoins impactés a été relevée. Les syndicats demandent également que le maximum soit

fait pour permettre le repeuplement dans les meilleurs délais dans les zones stabilisées. Cette motion a été complétée par un vœu en faveur d'une recherche accrue sur la vaccination.

Concernant la réforme de la PAC, la demande du syndicalisme gersois est d'aller vers un rééquilibrage des aides en faveur des zones à faible potentiel de rendement, au travers notamment de la reconnaissance en zone intermédiaire. Il demande que le droit à l'erreur soit reconnu, que la trans-

parence GAEC soit maintenue, que le nouveau programme environnemental soit accessible à tous les agriculteurs et que les règles soient simplifiées.

Sur la gestion des ressources en eau, FDSEA et JA demandent une volonté politique pour permettre la construction d'ouvrages de stockage de l'eau, ainsi que l'entretien et la mise aux normes des retenues existantes, s'accompagnant d'aides financières et d'une simplification de la réglementation et des procédures.

## Les autres sujets agricoles présentés par Bernard Malabirade

Dans son discours général, Bernard Malabirade est revenu sur plusieurs sujets d'actualité. Le plus récent en date est le jugement du tribunal administratif de Pau à l'encontre de l'AUP d'Irrigadour, qui annule l'autorisation unique de prélèvement d'eau pour l'irrigation attribuée à cet organisme. Un bien mauvais signal alors que la gestion des autorisations d'irrigation par le syndicat mixte a montré toute son efficacité depuis 2017. Irrigadour va faire appel de cette décision.

Sur la question de l'eau, le Président a profité du lancement récent du SAGE Neste pour rappeler la nécessité de création de ressources nouvelles.

La directive nitrate est à nouveau d'actualité avec la révision des zones vulnérables et du programme d'action national. Ber-

nard Malabirade a regretté que dans les premières propositions de zonage, les efforts réalisés par les agriculteurs ne soient pas reconnus, alors que la qualité des eaux superficielles s'améliore sensiblement.

Sur le front du COVID et de ses conséquences sur l'agriculture, le Président de la Chambre d'agriculture est très inquiet pour les filières agro-tourisme et viticulture en particulier. L'année 2021 se présente mal d'ores et déjà avec un manque à gagner important lié aux mesures de confinement et de fermeture des bars et restaurants.

Sa conclusion allait au Plan de relance auquel les agriculteurs gersois ont fortement adhéré : un total de 743 dossiers déposés sur les mesures d'aides aux investissements.

## Un nouvel élu et un nouveau membre associé

Suite à la démission d'Emeline Lafon, c'est Matthieu Plouvier qui a été désigné comme membre au sein du 1er collège, libérant ainsi une place de membre associé aussitôt proposé à Xavier Duffau, agriculteur à Monlezun.